

Juin 2020 # 13

Sommaire

L'impact économique 2

Cuba – USA, détérioration
des relations 3Plusieurs projets à Cuba se-
ront probablement touchés
..... 4Vers une nouvelle étape
de la politique écono-
mique ? 5Réforme monétaire 6
Secteur privé 6Les opportunités de la
pandémie 7

Sucre 8

Cuba, pandémie et dilemme économique



La crise économique résultant du Covid-19 a des implications pour tous les pays. Son impact n'est néanmoins pas semblable pour tous. L'économie cubaine est très sensible aux réserves de devises étrangères, dont dépendent les importa-

tions. Elles sont essentielles pour soutenir la consommation et la production. Une crise de cette ampleur ne peut qu'aggraver la situation déjà précaire de la balance des paiements de l'île.

La récession sera sévère. Le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit une baisse de 6,1% du PIB pour 2020, dans les économies développées. L'Organisation mondiale du commerce (OMS) prévoit un déclin du commerce mondial pouvant aller jusqu'à un tiers. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) prévoit une baisse de 5,6% de la production de la région.

Sur le plan sectoriel, le tourisme et l'aviation sont parmi les plus touchés. Pour l'instant, l'Union européenne prévoit de maintenir les frontières de l'UE fermées jusqu'en septembre, avec des exceptions entre certains pays. Pour les économies les plus dépendantes du secteur touristique l'impact sera plus important, c'est le cas de Cuba pour qui la CEPAL prévoit une baisse de son PIB de 3.6% alors que certains observateurs parlent de 5% (« la flambée mondiale de COVID-19 a provoqué une paralysie à l'échelle planétaire et, de tous les principaux secteurs de l'économie, c'est le tourisme qui est le plus durement touché » / *World Tourism Organization* <https://www.unwto.org/>).

Nous analyserons dans cette nouvelle édition du news-letter *CUBA* le comportement des principaux secteurs et les solutions à court et moyen terme pour sortir de la crise.

Je vous souhaite une bonne lecture,

Jean-Serge R Dias de Sousa
Attaché Economique et Commercial

L'impact économique

Malgré les bonnes performances sanitaires de Cuba et le contrôle de l'épidémie au sein de l'île; 2000 cas censés aujourd'hui, un peu plus de 80 décès et des hospitalisations en recul, l'activité productive de Cuba avait déjà considérablement ralenti depuis 2016. Par rapport à la période 2010-2015, entre 2016 et 2019 la croissance économique a diminué de moitié. Des facteurs tels que la crise économique au Venezuela, l'annulation de contrats d'exportation de services médicaux (Brésil, Bolivie, Equateur) et la fin du boom du tourisme international dû aux nouvelles sanctions américaines, ont toutes joué un rôle important - ajoutez à cela une chute des exportations de biens et services de 7.3%, une réduction du nombre de visiteurs (tourisme) en 2019, de 9.3% - 22% de réduction rien que pour les visiteurs américains - ajouter à cela une dépendance croissante à l'importation de diesel pour la génération électrique et le transport. Consommation d'électricité qui a augmenté de 1/3 depuis 2013 et les importations de combustible ont doublées. Aujourd'hui Cuba importe 84% du combustible consommé localement. A cause du déclin des réservoirs et l'inexistence de nouveaux gisements, la production domestique d'hydrocarbures s'est réduite de 31% et celle de gaz naturel de 20% en 15 ans.

Cuba aurait pu minimiser cet impact en appliquant ni plus ni moins que ce qui a été approuvé lors du VIème congrès du Parti Communiste en 2011. Des réformes qui amenaient à augmenter la productivité de l'industrie cubaine, l'agriculture en particulier, qui reconnaissaient les PME, qui éliminaient la double monnaie (et le quadruple taux de change...) in fine, qui rendaient Cuba moins dépendante de l'extérieur et donc moins vulnérable.

Parmi les principaux partenaires commerciaux de Cuba - dont la Belgique qui s'est hissée à la 18^{ème} place et est présente tant au travers des exportations qu'en tant qu'investisseur, dans les secteurs clés de l'économie cubaine - seule la Chine a une prévision de croissance positive pour 2020 (1,2%). Le Venezuela et l'Espagne (premier et quatrième partenaires commerciaux) sont parmi les plus touchés (le Venezuela en plus de sa crise interne, subit l'effondrement des prix du pétrole).

L'impact économique est visible dans beaucoup de secteurs. Un aspect atypique de la structure économique de Cuba est que plus des deux tiers des exportations sont directement liées à la santé et aux individus (services médicaux, médicaments, tourisme). Les exportations de nickel pourraient être fortement affectées par l'effondrement des investissements et de la construction. Le sucre qui a déjà souffert une réduction des prix, connaît cette année une récolte/production funeste*. A première vue, la baisse des prix du pétrole semble être une bonne nouvelle pour un importateur net comme Cuba, mais une analyse plus attentive place cette appréciation en perspective. En effet, plusieurs de ses partenaires les plus proches, tels que le Venezuela, l'Angola, l'Algérie, le Qatar ou la Russie, seront gravement touchés, ce qui pourrait avoir des répercussions sur les ventes et surtout, sur les crédits octroyés par ceux-ci.

Le tissu productif cubain est néanmoins plus diversifié qu'il y a 30 ans, l'économie est plus intégrée avec le reste du monde et 50% des ménages ne sont pas aussi dépendants de l'État qu'avant. Une partie importante de leurs revenus provient de l'envoi de fonds de l'extérieur (remesas), du tourisme (secteur privé), des échanges avec l'étranger et de la débrouille... Si bien l'île est plus apte à se récupérer, ses habitants sont aussi moins tolérants face aux difficultés matérielles.

Cuba – USA, détérioration des relations



Aujourd'hui, sur les 22 actions introduites en justice, 14 sociétés de 6 pays sont attaquées sur plusieurs types de propriétés: 3 hôtels, 8 resorts, 1 aéroport, 7 terminaux maritimes, 1 banque, 1 raffinerie,...

Les sociétés réclamées sont NH Hoteles, Amazon, American Airlines, Tripadvisor, Travelscape, Expedia, Norwegian Cruise Line, Royal Caribbean Cruises, MSC Cruises, Société Générale SA, Trivago, Grupo hotelero Gran Caribe, Corporacion CIMEX, Carnival Corporation.



L'économie cubaine est très dépendante de la politique américaine, en particulier de l'embargo US sur Cuba. Or, celui-ci s'est renforcé. Plus de 300 jours se sont écoulés depuis que l'administration Trump a décidé d'activer le titre III de la loi Helms Burton. Ceci a ouvert la voie aux poursuites judiciaires de citoyens américains expropriés lors des nationalisations entreprises par le gouvernement cubain, au début des années 60.

Après avoir évalué 8816 candidats en 1972, la Commission des États-Unis pour le règlement des réclamations étrangères (FCSC) a jugé que 5911 demandes étaient éligibles à une indemnité, pour un total de 1851 millions de USD. Bien que l'impact en termes de nombre de poursuites ait été vraiment faible et que certaines poursuites aient été rejetées devant les tribunaux espagnols et américains, le prix le plus élevé pour Cuba est probablement la démotivation des investisseurs potentiels.

Résumé des 15 premiers plaignants:

Cuban Electric Company	– 267,569.414 USD
North American Sugar Industries, Inc.	– 97,373.415 USD
Moa Bay Mining Company	– 88,349.000 USD
United Fruit Sugar Company	– 85,100.147 USD
West Indies Sugar Corp.	– 84,880.958 USD
American Sugar Company	– 81,011.240 USD
ITT as Trustee	– 80,002.794 USD
Exxon Corporation	– 71,611.003 USD
The Francisco Sugar Company	– 52,643.438 USD
Starwood Hotels & Resorts Worldwide, Inc.	– 51,128.927 USD
International Telephone and Telegraph Co.	– 50,676.964 USD
Texaco, Inc.	– 50,081.110 USD
Manati Sugar Company	– 48,587.848 USD
Bangor Punta Corporation	– 39,078.905 USD
Nicarco Nickel Company	– 33,014.084 USD

Le reste des plaignants sont des personnes physiques qui totalisent 5014 réclamations pour un montant de 229 millions d'USD.

Le tourisme est une activité fondamentale pour le Gouvernement de l'île. Il l'est aussi pour de nombreux ménages et indépendants. Les fermetures prolongées des frontières constituent une menace majeure, tout comme les changements - qui pourraient être permanents - dans les habitudes de voyage. Chaque mois de fermeture représente une perte d'environ 140 millions de dollars pour Cuba.



Les émigrants cubains (+- 3 millions cad un quart de la population) ont traditionnellement été considérés comme très loyaux envers leurs familles restées dans l'île. Mais le chômage massif aux États-Unis, où vit la grande majorité de cette diaspora, aura un impact indéniable. The Havana Consulting Group estime qu'il y aura une baisse de 20 à 30% des flux de remesas (aides familiales). Les canaux de transferts informels étant, pour l'instant, supprimés. D'autre part, le renforcement des canaux officiels de transfert, permettra de canaliser des ressources supplémentaires vers le système financier de l'île.

Plusieurs projets à Cuba seront probablement touchés, entre autres:

- L'administration de l'Aéroport International José Martí par la société française Aéroports de Paris. Cet accord a été annoncé en septembre 2016. Quatre ans après l'annonce, les détails de l'avancement de ces accords sont inconnus. Il est logique de supposer que, de la même manière qu'American Airlines a été poursuivi par d'anciens propriétaires d'aéroports, les aéroports de Paris pourraient être exposés à un problème similaire.
- La construction de 4 nouveaux terminaux de croisière dans le port de La Havane avec un investissement de Global Port Holdings de Turquie, l'un des plus grands opérateurs de terminaux de croisière au monde. L'accord a été annoncé en mai 2018 et prévoyait la création d'une coentreprise avec l'entité cubaine Aries. Dans ce cas, le risque d'être poursuivi est vraisemblablement réel puisque les opérateurs de croisière américains ont été poursuivis par une personne qui prétendait avoir une concession du gouvernement cubain d'avant 1959 pour gérer le port de La Havane.
- Le groupe hôtelier nord-américain Marriot International qui avait convenu avec les autorités cubaines en décembre 2018 l'administration de l'hôtel Inglaterra situé dans la Vieille Havane, en l'intégrant à sa Luxury Collection. Pas d'avancement.

D'autre part, les investissements étrangers sont en net recul, la détérioration des conditions financières internationales constitue également un revers. Dans un courrier adressé la semaine passée au groupe des 14 pays créanciers de Cuba, qui inclut notamment la Belgique, la France, l'Espagne, le Canada et le Japon, le vice-Premier ministre Ricardo Cabrisas a sollicité "un moratoire pour 2019 (déjà en retard de paiement pour certains pays), 2020 et 2021, afin de recommencer à payer en 2022".

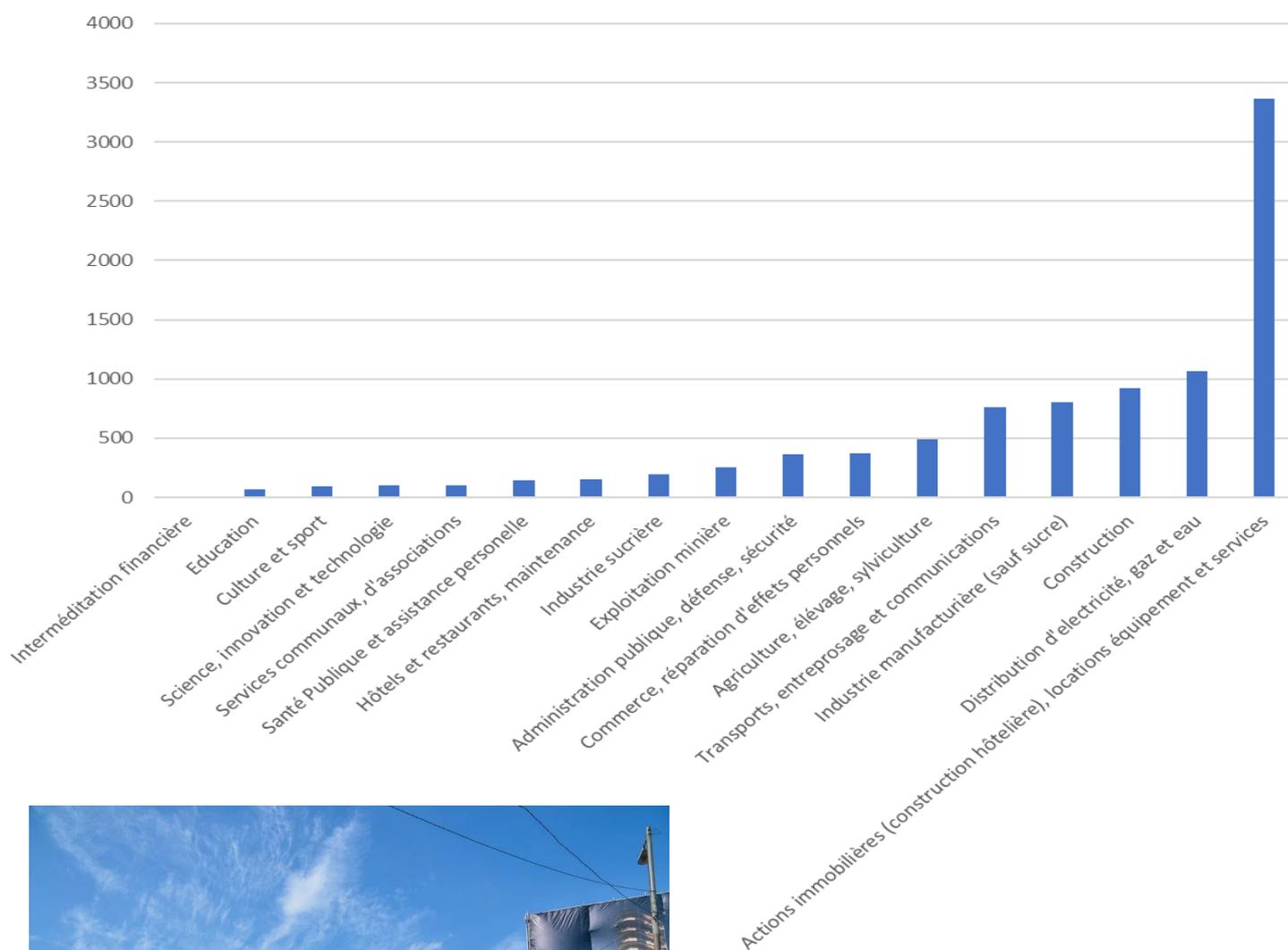
In fine, dans ce contexte de crise sanitaire, le secteur médical-biotechnopharmaceutique pourrait sortir gagnant. La grande inconnue est le secteur des services médicaux, car les conditions pour que Cuba «monétise» cette urgence sanitaire ne sont pas claires. Le modèle d'exportation de services de santé basé sur l'envoi de professionnels a pris son envol en 2005 sur le marché vénézuélien. Depuis sa création, elle repose sur des accords intergouvernementaux, souvent favorisés par un accord politique entre les gouvernements. Ces dernières années, ce *business model* fait l'objet de diverses critiques.

La question la plus épineuse réside dans le mode de rémunération des professionnels. D'une manière générale, entre 50 et 75 % de ces rémunérations restent dans les caisses de l'Etat cubain (6,4 milliards de USD en 2018, cad le double des revenus issus du tourisme!). Si l'épidémie de Covid-19 conduirait à une augmentation à long terme des dépenses de santé et dans un contexte de pénurie mondiale de personnel de santé, Cuba pourrait trouver un créneau de marché. Nous pensons néanmoins que le business model devrait être revu.

Vers une nouvelle étape de la politique économique ?

L'énorme investissement hôtelier n'était pas en phase avec la baisse des taux d'occupation ([voir tableau ci-dessous](#)). Une remise en question approfondie du rythme de croissance de la construction hôtelière et de son ampleur est nécessaire. Cette situation est même contradictoire par rapport à la centralisation économique et l'assignation centralisée - du peu - de revenus de l'Etat cubain (voir tableau ci-dessous). Le tourisme sera un secteur clé de la relance, c'est certain, mais la dépendance excessive à l'égard d'une seule activité s'est avérée trop souvent néfaste dans le passé. Ceci pourrait être l'occasion de repenser les bases sectorielles de la structure productive de Cuba pour les années à venir. Comment s'ajustera Cuba si des changements permanents dans le mode de voyager auraient lieu?

Cuba: Distribution sectorielle de l'investissement en 2018 (millions de pesos/dollars)



La crise mondiale du Covid frappe Cuba déjà affaiblie financièrement et économiquement. En effet, au cours de cette dernière décennie, de grandes vulnérabilités n'ont pas pu être résolues, des réformes promises du « modèle cubain », très peu ont vu le jour, le tout aggravé par les sanctions US renforcées par la Maison Blanche.

Réforme monétaire



Le contexte actuel offre une opportunité fortuite de réforme monétaire (et réforme des taux de change). La baisse soudaine de l'activité économique et l'augmentation du rationnement centralisé faciliteraient l'introduction des changements nécessaires. Au niveau politique, les effets négatifs éventuels ne seraient pas beaucoup plus graves que ceux résultant des erreurs de gestion de la distribution et des pénuries généralisées. Demain sera peut-être trop tard: après des décennies de report de cette transition vers un régime monétaire plus sensé, les conditions n'ont fait que s'aggraver.

Secteur privé

Aujourd'hui l'économie cubaine a besoin d'un maximum de flexibilité pour faciliter la reprise de l'emploi. Depuis 2010, hormis le secteur informel, le secteur privé est le plus grand créateur d'emploi, et ses contributions au budget de l'Etat ont quadruplé.

Mais le travail d'indépendant (*cuentapropismo*) est confronté à de nombreux défis. D'une part le cadre réglementaire reste très restrictif, voire contradictoire avec les propres objectifs mêmes de la réforme économique cubaine. Par exemple, dans le cadre du projet de restructuration des entreprises d'État – restructuration qui impliquera un chômage massif - la fiscalité pénalise les entrepreneurs privés au plus ils embauchent des salariés.



Les catégories de secteurs d'activités autorisées ont peu à voir avec le profil éducatif de la main-d'œuvre cubaine et apporte peu de valeur ajoutée. Cuba reconnaît pourtant que l'éducation est l'une de ses plus grandes réalisations. L'absence d'un débat profond sur le sujet nourrit des perceptions stéréotypées du secteur (privé) et sur le rôle qu'il pourrait jouer dans l'économie à court, mais surtout, à moyen et long terme.



Les opportunités de la pandémie



La pandémie laisse des enseignements clairs quant à la nécessité d'accélérer le déploiement de réseaux et de services en ligne fiables. De nombreuses entreprises privées, formelles et informelles, se dédient à la programmation et la création de services basés sur internet, alors que trop de professionnels et de techniciens cubains quittent l'île. Ce pourrait être l'occasion d'agencer un agenda commun afin de renforcer les infrastructures et les services connexes y compris les plateformes d'achat en ligne, dont le lancement a été caractérisé par l'instabilité et un service médiocre. Le partenariat public-privé pourrait être étendu aux services de livraison, où plusieurs entreprises sont déjà en activité. Le service à la clientèle est un autre domaine où des partenariats pourraient être développés, par le biais notamment de la gestion de call center.

La fermeture des frontières affecte notablement les importations à titre individuel de marchandises, l'un des canaux d'approvisionnement utilisés par de nombreux entrepreneurs privés. Le Panama, le Mexique, la Guyane, les États-Unis, Haïti et la Russie étaient des destinations connues pour les acheteurs privés cubains. Le montant total des achats a été estimé entre 1,5 et 2 milliards de dollars par an. Rien que dans la zone franche de Colon (Panama), des commandes d'une valeur de plusieurs centaines de millions de dollars ont été passées (moyenne de 20 à 25 millions d'USD d'achats par mois). Dans l'attente de l'ouverture de magasins grossistes dédiés aux professionnels privés (promis par les autorités cubaines depuis plusieurs années) et une fois que le trafic aérien commencera à se normaliser, il serait souhaitable d'assouplir les limites fixées pour l'importation de marchandises afin d'atténuer les pénuries et d'ouvrir ainsi un autre canal d'approvisionnement.

Contrairement aux moments sombres de la récession des années 90, les secteurs privés et coopérativisés combinent volume et sophistication. Leurs réseaux extérieurs sont plus denses et plus diversifiés. Il y a longtemps déjà que Cuba est bien plus que des restaurants et de belles plages, des maisons de location et de la bonne musique. Les réseaux sociaux, qui sont devenus le miroir de la réalité nationale, transpirent tout autant d'optimisme que de désespoir.

Cuba est aujourd'hui confrontée à un choix. Soit l'île se referme sur elle-même et enterre définitivement l'agenda des réformes qui avait suscité tant d'enthousiasme au début de la dernière décennie, soit elle se réconcilie avec un tissu social hétérogène et libère tout le potentiel d'une terre fertile et d'un peuple entrepreneur qui fait des efforts pour garder une certaine motivation. Les autorités ont le choix entre subir une nouvelle crise, ou embrasser – enfin - les transformations réelles afin d'arriver à un modèle de progrès social et de prospérité.

* Une quarantaine de sucreries cubaines sont restées ouvertes malgré le lock-down partiel du pays. Lorsque la récolte a commencé en novembre, Cuba a déclaré qu'elle aurait produit 1,5 million de tonnes de sucre brut d'ici mai, dont 800.000 tonnes seraient destinées à l'exportation - malgré des pénuries de carburant et d'autres fournitures...

À ce jour, seulement deux des 13 provinces productrices de sucre ont atteint leurs objectif, l'agence de presse Reuters estime la production totale de 1,1 million de tonnes à 1,2 million de tonnes, selon les rapports des médias provinciaux. Le sucre est depuis longtemps l'industrie la plus importante de Cuba, avec une production atteignant 8 millions de tonnes en 1991. Il se classe désormais derrière des secteurs tels que les envois de fonds, le tourisme, les communications et les produits pharmaceutiques, mais capte toujours des centaines de millions de devises.

La nation insulaire des Caraïbes consomme entre 600.000 et 700.000 tonnes de sucre par an et a un accord pour vendre 400.000 tonnes par an à la Chine. Le reste serait vendu sur le marché libre.

Sources:

- Ricardo Torres / nuso.org
- REUTERS
- ONEI
- OMS
- CEPAL
- UNwto.org
- FMI
- Kreab Cuba (Oniel Diaz)
- Data et recherches personnelles



Contacts:

Embajada de Belgica
Calle 8 #309, entre 3ra y 5ta ave.
Miramar La Habana CUBA
Tel. : ** 53 7 204 46 87/88
Havana@hub.brussels

Responsable de la publication:

Jean-Serge R. Dias de Sousa
jdiasdesousa@hub.brussels

Date de parution: Juin 2020

© 2020– Hub.Brussels

Clause de non-responsabilité :

Hub.Brussels ne peut en aucun cas être tenu pour responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre qui est simplement d'informer

Les coordonnées (nom des institutions et entreprises, adresses, téléphones, emails,...)

indiquées ainsi que les informations et données contenues dans ce document ont été vérifiées avec attention. Toutefois, Brussels Invest & Export ne saurait en aucun cas être tenu pour responsable d'éventuels changements.